

2 Politique

Diplomatie

Emmanuel Issoze Ngondet confère avec des diplomates étrangers

J-C. A.
Libreville/Gabon

Le ministre et ses quatre visiteurs ont échangé sur les questions relatives à la coopération entre le Gabon et leurs pays respectifs, pour ce qui est des ambassadeurs de Chine, de Russie et de Côte d'Ivoire ; et entre le Gabon et la Croix Rouge, en ce qui concerne le responsable de cette organisation humanitaire au niveau national. Toutefois, la situation relative aux émeutes ayant suivi la proclamation de l'élection présidentielle du 27 août dernier n'a pas été occultée.

BALLET diplomatique hier au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Régionale. Le ministre d'Etat Emmanuel Issoze Ngondet, a, en effet, reçu tour à tour l'ambassadeur de la République populaire de Chine,



Photo : D.R



Photo : D.R

Une phase de l'entretien entre le chef de la diplomatie gabonaise, Emmanuel Issoze Ngondet, l'ambassadeur de Chine au Gabon, Jiwen Sun. Photo de droite : L'ambassadeur de Côte d'Ivoire dans notre pays, Philippe Mangou (à gauche), au cours de son échange avec le ministre d'Etat en charge des Affaires étrangères.

Jiwen Sun, le président de la Croix Rouge gabonaise, Guy Patrick Obiang Ndong, l'ambassadeur de la Fédération de Russie, Dmitry Kourakov et le plénipotentiaire ivoirien, Philippe Mangou. Avec le diplomate chinois, il a été question des relations bilatérales, principalement de la coopération économique, c'est du moins ce qu'a déclaré Jiwen Sun à sa sortie d'au-

dience. Concrètement, il s'agit de passer à la phase de concrétisation des conclusions issues du dernier sommet Chine/Afrique qui s'était tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud. Emmanuel Issoze Ngondet ayant d'ailleurs effectué récemment un voyage à Pékin à ce sujet, et rencontré les coordinateurs chargés du suivi des actes de ladite conférence.

Pour sa part, le directeur général de la Croix Rouge gabonaise, est parti présenter une délégation de structure internationale en séjour dans notre pays. Celle-ci est venue s'imprégner de la situation humanitaire post-électorale. En clair, il va s'agir pour les visiteurs de voir dans quelle mesure la Croix Rouge locale peut être soutenue dans la prise en charge des blessés.

Lors de l'entrevue avec l'ambassadeur de Russie, il a été question de la prochaine session de l'Assemblée générale de l'Onu qui devra se tenir dans les tout prochains jours. Les deux parties ont pu apprécier leur convergence de vues sur la plupart des questions d'ordre international. En ce qui concerne la Présidentielle qui vient de se dérouler dans notre pays et notamment la crise qui

s'en est suivie, Dmitry Kourakov a fait savoir que la Russie maintient sa politique de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays. Toutefois, a souligné le diplomate russe, Moscou reste malgré tout favorable à un règlement par les voies légales de tout contentieux électoral. "Les parties en conflit se doivent donc s'abstenir de toute forme de violence", a ajouté l'hôte d'Issoze Ngondet. Quant à l'entretien que le ministre des Affaires étrangères a eu avec l'ambassadeur ivoirien, il a été l'occasion de faire le point de la coopération entre les deux pays dont les relations sont "au beau fixe", à en juger sans doute par la dernière audience que le président ivoirien, Alasane Dramane Ouattara a récemment accordée au ministre gabonais de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya.

Crise post-électorale

Didjob Divungui Di Ndinge interpelle les membres de la Cour

O'. N. & C. O.
Libreville/Gabon

Dans une récente déclaration solennelle devant plusieurs sympathisants de l'opposition gabonaise, le président de l'aile de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere) qui soutient Jean Ping, a voulu surtout mettre les juges de la Haute juridiction devant "leurs responsabilités". Ce, dans le cadre du contentieux électoral issu du scrutin du 27 août dernier et dont les résultats ont été contestés de manière violente.

JEUDI dernier, Jean-Marcel Didjob Divungui Di Ndinge, le président de

l'aile de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere) qui soutient Jean Ping, a fait une déclaration solennelle au quartier général (QG) de Guy Nzouba Ndama. C'était, devant une assistance essentiellement composée des militants et sympathisants de l'opposition. Une adresse exclusivement consacrée à la crise post-électorale qui secoue notre pays suite à l'annonce des résultats, le 31 août dernier, de la Présidentielle du 27 août courant.

Ainsi, après avoir rappelé les principales étapes ayant conduit à la crise sociopolitique actuelle, dont la contestation des résultats de la province du Haut-Ogooué, l'ancien vice-président de feu



Photo : C.O.

Jean-Marcel Didjob Divungui Di Ndinge lors d'une précédente sortie.

Omar Bongo Ondimba a insisté sur le recours introduit auprès de la Cour constitutionnelle par M. Jean Ping. "Ce recours, a-t-il soutenu, exprime la légitime exigence d'alternance, la soif de jus-

tice et de démocratie de tous les citoyens de ce pays. Ce recours traduit l'attachement des Gabonais à la promesse constitutionnelle dont la Cour est gardienne." C'est pourquoi, Jean-Mar-

cel Didjob Divungui Di Ndinge a lancé un "appel solennel" à chacun des conseillers membres de la Haute juridiction qu'il n'a pas manqué de citer nommément... "Nous appelons les personnalités sus-nommées à la prise de conscience du sens profond de la très haute responsabilité qui est la leur", a dit l'orateur en soulignant que "désormais, dans la grave crise politique que traverse notre pays, l'avenir démocratique du Gabon repose entre leurs mains".

Et de poursuivre : "Face à leur compatriotes, face au monde, face à Dieu, les juges constitutionnels, gardiens de l'unité, de la stabilité et de la paix dans ce pays, doivent se mettre ré-

solument au service de la vérité et de rétablir la vérité des urnes, afin que cessent les exactions, l'arbitraire, la confiscation des libertés et que le Gabon notre pays retrouve la paix. Les Gabonais attendent que les juges agissent en leurs âmes et consciences." Selon ce président de l'Adere, les Gabonais attendent qu'"une nouvelle page de l'histoire du Gabon s'écrive. Et qu'elle cesse de l'être à l'encre du sang des Gabonais..." Enfin, Didjob Divungui Di Ndinge a dit savoir compter, avec les siens, "sur des personnalités pétries d'expérience, de patriotisme et pleinement conscientes de l'intérêt supérieur de la Nation".

Il revient à la Cour constitutionnelle de sortir la vérité des urnes

SM
Libreville/Gabon

Cette assertion est du ministre d'Etat, Jean-Pierre Oyiba, par ailleurs coordonnateur provincial de la campagne d'Ali Bongo Ondimba dans le Haut-Ogooué. C'était lors d'une rencontre, dans un hôtel de Libreville, avec plusieurs cadres et autres ressortissants de ladite région dont les résultats au dernier scrutin présidentiel ont été contestés devant la Haute juridiction par

l'opposition.

LES responsables politiques de la province du Haut-Ogooué, en tête desquels, le ministre d'Etat Jean-Pierre Oyiba, se sont réunis jeudi dernier dans un hôtel de la place, avec plusieurs ressortissants altogovéens vivant à Libreville. L'objectif de cette rencontre était essentiellement de rassurer ces derniers quant aux inquiétudes nées du climat de violence suite à l'annonce des résultats de l'élection présidentielle le 31 août dernier. Et de dénoncer,



Photo : SM

Jean-Pierre Oyiba (micro) défend l'électeur altogovéen, affirmant qu'il n'a aucune compétence pour intervenir dans les résultats finaux.

d'autre part, "la stigmatisation dont font l'objet" certains originaires de

cette province où les résultats ont été contestés par l'opposition.

Principal orateur de la séance, M. Oyiba, a évoqué ces résultats du Haut-Ogooué qui font polémique actuellement. Précisant que, « nous avons voulu dans ce pays d'une démocratie. Celle-ci suppose le choix des dirigeants. Lequel se fait librement dans l'urne. Une fois cet acte posé (le vote), l'électeur altogovéen n'a plus compétence d'intervenir. Donc, il n'a aucune responsabilité sur les résultats », a fait valoir le ministre d'Etat. Et de poursuivre, que ce serait un tord d'indexer cette

province, qui fait partie à part entière du Gabon. Car, a-t-il expliqué, « il revient aux instances en charge de l'appréciation de ces chiffres et de ces élections, de tirer les conséquences par l'examen, et de ressortir la vérité des urnes ». Non sans rappeler que contrairement à la haine qui pourrait naître entre ses filles et fils, "le Gabon a surtout besoin de cohésion, de paix et de développement". Pour ce faire, a-t-il conclu, "nous avons intérêt à œuvrer et à continuer à vivre en harmonie".